



CAMPAGNE CONTRE LES ROBOTS TUEURS

Avec la participation de :



Pour diffusion immédiate

Robots tueurs : la France doit soutenir un traité d'interdiction

Paris, le 7 novembre 2018 – Les membres français de la Campagne contre les robots tueurs¹ publient aujourd'hui le rapport « **Pourquoi la France doit s'opposer au développement des robots tueurs** », qui rappelle les risques posés par le développement des systèmes d'armes létales autonomes et exhorte la France à agir pour les interdire. A quelques jours du premier Forum de Paris sur la Paix, la Campagne appelle la France à soutenir l'ouverture de négociations pour un traité international d'interdiction préventive des armes entièrement autonomes.

« *Le Forum de Paris sur la Paix a pour vocation de promouvoir la paix et la sécurité et de réaffirmer l'importance du multilatéralisme et de l'action collective face aux défis actuels. Le risque de développement des robots tueurs est un défi pour la paix et nous espérons que la France soutiendra activement une solution multilatérale pour y répondre, avec l'adoption d'un traité d'interdiction préventive des armes entièrement autonomes. Le temps presse pour empêcher leur émergence, et nous ne pouvons pas attendre les premières victimes pour agir* », déclare Bénédicte Jeannerod, directrice France de Human Rights Watch.

Les robots tueurs sont des systèmes d'armement qui, une fois activés, pourraient choisir et attaquer une cible sans contrôle humain. Pour la Campagne contre les robots tueurs, laisser une machine décider de la vie ou de la mort d'un humain représente une ligne rouge morale et une menace pour le respect du droit international humanitaire et des droits humains.

« *Les robots sont dépourvus de jugement moral et de compassion et en cela, les autoriser à tuer est contraire aux principes d'humanité et aux exigences de la conscience publique* », explique Anne-Sophie Simpère, auteure du rapport. « *En outre, les armes entièrement autonomes ne peuvent pas respecter le droit international humanitaire, notamment les règles exigeant de différencier les combattants des non-combattants, ou d'agir avec proportionnalité. Seul un humain a une capacité d'analyse suffisamment fine pour appliquer ces principes dans des situations de combat complexes et changeantes.* »

Les ONG s'inquiètent également des difficultés à établir une responsabilité claire en cas de crime, ainsi que des risques élevés et systématiques que les robots tueurs ne s'attaquent aux mauvaises personnes.

« *Les programmes informatiques sont imparfaits, et les robots ont des capacités décuplées par rapport aux humains. Ils peuvent agir à grande échelle, sans capacité d'évaluer la moralité de leur action. Leur prolifération pourrait donc constituer une menace pour la sécurité internationale, d'autant que, exigeant moins de moyens humains, ils risquent d'abaisser le coût d'entrée en guerre* », commente François Warlop, de Sciences Citoyennes.

¹ Lancée en avril 2013, la Campagne contre les robots tueurs est coordonnée par Human Rights Watch et rassemble 85 organisations dans 48 pays dont Sciences Citoyennes, Amnesty international et Handicap international.

De Stephen Hawking à Steve Wozniak, des milliers de scientifiques, mais aussi des leaders religieux et des prix Nobel de la paix dénoncent les dangers des robots tueurs et demandent leur interdiction avant qu'ils ne soient développés.

Pour la Campagne contre les robots tueurs, un traité est urgent et nécessaire pour empêcher la prolifération et le développement des armes entièrement autonomes. Depuis 2013, les Etats débattent du sujet sous l'égide des Nations Unies. Lors de l'assemblée annuelle de la Convention sur certaines armes classiques, du 21 au 23 novembre prochain, ils doivent adopter le mandat du groupe d'experts gouvernementaux sur les armes létales autonomes pour l'année à venir. L'un des enjeux est l'ouverture d'un mandat pour négocier un traité sur ces nouvelles armes.

« La France a une position contradictoire dans ces discussions : d'un côté le Président Macron s'est déclaré catégoriquement opposé aux armes autonomes, mais de l'autre la France ne veut pas engager de négociations pour un traité d'interdiction préventive. Le ministère des Armées soutient qu'il ne laissera pas émerger de robots tueurs, tout en développant des programmes d'armement sur lesquels le contrôle humain est de plus en plus réduit. On pense par exemple au programme Man Machine Teaming de Dassault et Thales, dont l'un des objectifs annoncés est de 'doter les différents systèmes-machines de davantage d'autonomie et d'intelligence artificielle' », relève Tony Fortin, de l'Observatoire des armements.

La Campagne contre les robots tueurs demande instamment à la France de soutenir l'ouverture de négociations pour un traité international d'interdiction préventive des armes entièrement autonomes.

Pour lire le rapport en ligne, veuillez suivre le lien :

https://www.stopkillerrobots.org/wp-content/uploads/2018/11/HRW_Rapport_Robots_Tueurs_page_seule_06.pdf

Pour accéder à toutes les informations et publications de la Campagne contre les robots tueurs :

<https://www.stopkillerrobots.org/>

Pour plus d'information ou pour organiser des entretiens, veuillez contacter :

Anna Chaplin, chaplia@hrw.org ou 01 43 59 55 35.